



Conseil Economique  
et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/AC.46/1998/3/Add.5  
22 janvier 1998

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Groupe de travail intergouvernemental d'experts  
sur les droits de l'homme des migrants  
Deuxième session  
Genève, 16-20 février 1998

INFORMATIONS ET OBSERVATIONS RECUES DE GOUVERNEMENTS, D'ORGANES,  
ORGANISMES ET INSTITUTIONS SPECIALISEES DES NATIONS UNIES  
ET D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES  
ET NON GOUVERNEMENTALES

Rapport du Secrétaire général

ANNEXE

Document présenté par la République tchèque

QUESTIONNAIRE SUR LES DROITS DE L'HOMME DES MIGRANTS

REPUBLIQUE TCHEQUE

Janvier 1998

1. *Quels sont les derniers chiffres ou les dernières estimations concernant :*

- *Le total de la population, y compris les non-nationaux, de préférence par nationalité d'origine :*

En 1997, la République tchèque comptait environ 10 300 000 habitants (c'est-à-dire résidents permanents). Au 30 juin 1997, 206 577 non-nationaux résidaient légalement en République tchèque. Sur les 206 577 non-nationaux dotés du statut de résident légal, 50 396 étaient titulaires d'un permis de résidence permanente, 155 698 d'un permis de résidence de longue durée et 483 jouissaient d'un autre statut juridique (personnes auxquelles est accordée une protection temporaire et autres).

Les principaux groupes de ressortissants étrangers résidant en République tchèque étaient constitués de ressortissants des pays suivants :

Pays	Permis de résidence permanente	Permis de résidence de longue durée	Total	Pourcentage
	50 396	155 698		
	206 577 (y compris 483 sans permis) 100 %			
Slovaquie	11 123	40 102	51 225	24,80
Ukraine	3 444	40 772	44 216	24,40
Pologne	12 032	12 889	24 921	12,06
Viet Nam	3 795	15 314	19 109	9,25
Russie	2 203	5 415	7 618	3,69
Allemagne	2 094	4 245	6 339	3,07
Bulgarie	2 421	3 168	5 589	2,71
Chine	49	4 713	4 762	2,31
Yougoslavie	1 579	3 031	4 607	2,23
Etats-Unis	1 835	2 758	4 593	2,22
Bélarus	172	2 146	2 318	1,12
Autriche	765	1 542	2 307	1,12
Roumanie	1 213	934	2 147	1,04
Croatie	546	1 593	2 139	1,04
Royaume-Uni	248	1 762	2 010	0,97

- *Le nombre de nationaux à l'étranger, de préférence par pays de résidence :*

Si, avant 1991, la République tchèque (ex-Tchécoslovaquie) était un pays caractérisé par un taux d'émigration bien plus élevé que le taux d'immigration, on ne dispose actuellement d'aucune information fiable concernant le nombre de nationaux tchèques vivant à l'étranger. Cela est dû en partie au fait que le séjour à l'étranger n'est inscrit dans le registre de la population tchèque que lorsque le ressortissant tchèque concerné quitte son pays avec déjà l'intention de s'installer de façon permanente à l'étranger.

- *Les non-nationaux autorisés à travailler dans le pays :*

Au 30 novembre 1997, 64 311 non-nationaux au total étaient autorisés à travailler en République tchèque. En outre, 74 237 nationaux slovaques (au 30 septembre 1997), qui n'avaient pas besoin d'autorisation pour travailler en République tchèque, occupaient un emploi en République tchèque. (Après la scission de la Tchécoslovaquie en 1993, l'institution du marché commun du travail a été préservée en vertu du *Traité conclu entre la République tchèque et la République slovaque sur l'emploi réciproque de leurs nationaux* à compter du 29 octobre 1992.)

En général, les principaux pays d'origine des non-nationaux autorisés à travailler en République tchèque étaient des pays d'Europe centrale et orientale et des pays membres de la Communauté d'Etats indépendants (ex-Union soviétique). Il s'agissait (au 30 novembre 1997) des pays suivants :

1.	Ukraine	27 601
2.	Pologne	14 049
3.	Bulgarie	3 492
4.	Bélarus	2 696
5.	Moldova	2 003
6.	Allemagne	1 554
7.	Etats-Unis	1 484
8.	Roumanie	1 271
9.	Royaume-Uni	1 228
10.	Russie	1 157
11.	Macédoine	1 048
12.	Mongolie	760
13.	Autriche	473
14.	France	469
15.	CEI	462
	Autres pays	4 564
	TOTAL	64 311

Sont exclus de ce tableau les non-nationaux enregistrés en République tchèque comme hommes d'affaires. Au 30 juin 1996, on comptait 1 348 493 hommes d'affaires, dont 38 615 (près de 3 %) étaient des ressortissants étrangers.

- *Les migrants en situation irrégulière, y compris les personnes sans visa valide, par pays d'origine :*

La police tchèque des étrangers et des frontières ne tient de registres que des migrants en situation irrégulière qui ont été arrêtés alors qu'ils entraient illégalement en République tchèque. Le nombre de personnes arrêtées s'élevait à 43 302 en 1993, 20 480 en 1994, 19 172 en 1995, 23 705 en 1996 et 24 020 au cours de la période de janvier à octobre 1997. Les principaux pays d'origine des ressortissants étrangers arrêtés à la frontière étaient (pendant la période de janvier à octobre 1997) les suivants :

Pays	Total	Pourcentage
Roumanie	3 162	13,16
Yougoslavie	2 593	10,80
Iraq	1 930	8,03
Afghanistan	1 677	6,98
Bulgarie	1 677	6,98
Macédoine (ex-République Yougoslave de Macédoine)	1 553	6,47
Allemagne	1 469	6,12
Pologne	1 322	5,50
Ukraine	741	3,08

Il ressort de ces chiffres ainsi que d'études pilotes et d'estimations établies par des experts indépendants qu'il y a peut-être un grand nombre de migrants en situation irrégulière et sans papiers en République tchèque. On ne dispose toutefois d'aucune estimation officielle concernant le nombre de migrants en situation irrégulière.

2. *Quelles sont les mesures prises pour renforcer la promotion, la protection et la mise en oeuvre des droits de l'homme des migrants, notamment dans les domaines suivants :*

- *mesures juridiques;*
- *informations et éducation;*
- *fourniture directe d'assistance et de services;*
- *autres mesures, y compris les arrangements bilatéraux et multilatéraux ?*

Après l'effondrement du régime communiste en Tchécoslovaquie en 1989, la création des cadres juridiques et institutionnels de protection et de promotion des droits de l'homme individuels a été la priorité politique des autorités tchécoslovaques (tchèques depuis 1993). En raison de circonstances historiques et du fait qu'il y avait relativement peu de migrants étrangers dans le pays, on était toutefois relativement peu conscient des problèmes particuliers des migrants au début des années 90. Les autorités ont donc

adopté un certain nombre d'instruments juridiques applicables à toute personne relevant de la juridiction de l'Etat, mais quelques mesures seulement pour répondre plus particulièrement aux problèmes des migrants au cours de cette période.

Ainsi, la Charte des libertés et des droits fondamentaux accorde à toute personne un grand nombre des droits de l'homme fondamentaux (tels que le droit à la vie, le droit de ne pas être soumis à la torture ou à des traitements inhumains, le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, le droit à la liberté d'opinion, le droit à l'égalité devant les tribunaux ou le droit à une rémunération équitable et à des conditions satisfaisantes de travail. Pour un grand nombre des droits économiques et sociaux, le statut juridique du non-national est un facteur décisif. En principe, les migrants titulaires de permis de résidence permanente jouissent d'un statut juridique égal à celui des citoyens pour ce qui est des droits sociaux, économiques et culturels. La situation des migrants titulaires de permis de résidence de longue durée (et des membres de leur famille) en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels est plus complexe. Ainsi, ces migrants ont droit à des prestations sociales de l'Etat comme des allocations familiales ou des allocations de logement. En revanche, les membres de leur famille (à la différence des résidents permanents), ne bénéficient pas automatiquement du système d'assurance maladie. Dans l'avenir, il faudra examiner très soigneusement et revoir par la suite les droits dont peuvent se prévaloir les migrants titulaires de permis de résidence de longue durée et les membres de leur famille.

Il a fallu que le nombre de migrants permanents et de longue durée augmente considérablement au cours des années 90 (il est passé de 38 002 en 1991 à 199 152 en 1996) pour que les autorités publiques commencent à prendre conscience du problème et à se préoccuper plus particulièrement de la protection et de la promotion des droits de l'homme des migrants, en particulier sur le plan de la législation en matière de travail, de santé et de sécurité sociale. Les accords internationaux, en particulier les accords conclus entre les Etats d'origine et les Etats d'accueil, constituent les plus importants instruments de garantie des droits des migrants. La République tchèque (avant 1993, la Tchécoslovaquie) a conclu un certain nombre d'accords bilatéraux portant sur le statut juridique et le droit à la sécurité sociale et à l'emploi des migrants. Récemment, elle a conclu des accords avec deux des plus importants pays d'origine des travailleurs migrants qui se trouvent en République tchèque, la Slovaquie (1992) et l'Ukraine (1996). Les accords bilatéraux actuellement en vigueur sont les suivants :

**1. Accords bilatéraux concernant la sécurité sociale :**

Traité entre la Tchécoslovaquie et la Pologne sur la coopération dans le domaine de la politique sociale et l'administration des affaires sociales (1948) et Traité entre la Tchécoslovaquie et la Pologne sur les assurances sociales (1948)

Traité général entre la Tchécoslovaquie et la France sur la sécurité sociale (1948), complété et modifié par les suppléments et protocoles de 1967

Traité entre la Tchécoslovaquie et la Bulgarie sur la coopération dans le domaine de la politique sociale (1957), modifié en 1972 et 1986

Traités entre la Tchécoslovaquie et la République fédérative de Yougoslavie sur la coopération dans le domaine de la politique sociale (1957) et sur les assurances sociales (1957)

Traité entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie sur la coopération dans le domaine des affaires sociales (1957)

Accord entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie sur la coopération dans le domaine de la politique sociale (1959)

Accord entre la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique sur la sécurité sociale (1959) (sont couverts par ce traité les Etats successeurs de l'Union soviétique à l'exception des Etats baltes)

Traité entre la République tchèque et la République slovaque sur la sécurité sociale (1992)

Traité entre la République tchèque et la Confédération helvétique sur la sécurité sociale (1996).

## **2. Traités bilatéraux relatifs à l'emploi réciproque de ressortissants des deux Etats signataires**

Accord entre le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur l'emploi réciproque des ressortissants tchécoslovaques et allemands aux fins de perfectionnement de leurs connaissances professionnelles et linguistiques (1991)

Accord entre le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur l'envoi en Allemagne de salariés tchécoslovaques des entreprises allemandes ayant leur siège en République fédérative tchèque et slovaque dans le cadre de contrats de travail (1991)

Accord entre le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque et le Gouvernement polonais sur l'emploi réciproque de ressortissants tchécoslovaques et polonais (1992)

Accord entre le Gouvernement de la République tchèque et le Gouvernement de la République slovaque sur l'emploi réciproque de ressortissants des deux pays (1992)

Accord entre le Gouvernement de la République tchèque et le Gouvernement vietnamien sur l'emploi réciproque de ressortissants tchèques et vietnamiens (1994)

Accord entre le Gouvernement de la République tchèque et le Gouvernement ukrainien sur l'emploi réciproque de ressortissants des deux pays (1996)

La République tchèque a également conclu un accord spécifique sur l'échange de stagiaires avec la Confédération helvétique (1997) ainsi qu'un accord sur la formation professionnelle d'étudiants avec le Viet Nam (1994).

La République tchèque est partie à de nombreuses conventions de l'OIT. Elle envisage également d'adhérer à la *Convention européenne* (No 93 de 1977) *relative au statut juridique du travailleur migrant*. L'autorité compétente, soit le Ministère du travail et des affaires sociales, a achevé une étude sur tous les aspects de cette adhésion (modalités, problèmes et conséquences), qui doit être examinée au niveau interministériel.

3. *Y a-t-il eu des manifestations (combien de cas ?) de racisme, de xénophobie et d'autres formes de discrimination à l'encontre de migrants dans votre pays et à l'encontre de ressortissants de votre pays à l'étranger ?*

Depuis 1993, les manifestations de racisme, de xénophobie et d'autres formes de discrimination à l'encontre de migrants - ainsi que les manifestations de racisme à l'encontre de membres des minorités nationales (en particulier les Roms) - constituent l'une des principales préoccupations du Gouvernement tchèque. La raison en est le nombre croissant d'actes de violence à motivation raciale signalés, actes commis dans la plupart des cas par les membres de groupes extrémistes tels que les skinheads.

La police a enregistré 17 agressions à motivation raciale en 1990, 26 en 1991, 35 en 1992, 51 en 1993, 130 en 1994, 181 en 1995, 131 en 1996 et 120 au cours de la période de janvier à juin 1997. Les victimes de ces agressions étaient cependant dans la plupart des cas non pas des migrants ou d'autres étrangers mais des membres de la population minoritaire locale. En 1997, par exemple, la police n'a enregistré que sept cas de ressortissants étrangers victimes d'agressions à motivation raciale.

En 1995, le Gouvernement a adopté une série de mesures, y compris des amendements au Code pénal prévoyant des sanctions plus sévères pour les délits à motivation raciale afin de combattre avec plus d'efficacité les manifestations de racisme et de xénophobie. En conséquence, l'augmentation enregistrée du nombre d'actes de violence à motivation raciale ne doit pas être envisagée en termes absolus mais plutôt comme la conséquence de l'application de ces nouvelles mesures.

Il n'existe pas de statistiques concernant les manifestations de racisme, de xénophobie ou d'autres formes de discrimination à l'encontre de ressortissants tchèques dans d'autres pays.

4. *Quelles mesures ont été prises en vue de la ratification de la Convention internationale de 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, de la Convention (No 97) de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant les travailleurs migrants (révisée en 1949) et de la Convention (No 143) de l'OIT sur les migrations dans des conditions abusives et sur la promotion de l'égalité de chances et de traitement des travailleurs migrants de 1975 ?*

La République tchèque n'est partie ni à la Convention internationale de 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (qui n'est pas encore en vigueur) ni aux deux conventions de l'Organisation internationale du Travail.

La République tchèque n'a pris de mesures préliminaires qu'en ce qui concerne la Convention de 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants, dont le texte est actuellement examiné pour évaluer sa compatibilité avec la législation tchèque existante et déterminer les obstacles et problèmes qui pourraient empêcher la République tchèque d'adhérer à cet instrument. A ce jour, aucune mesure officielle n'a été prise au niveau national ou international pour ratifier cette Convention. La raison principale en est à la fois les changements profonds qui sont intervenus dans le domaine de la législation nationale sur le travail, les questions sociales et la santé après 1989, changements qui sont encore en cours, et le champ d'application et la complexité de la Convention de 1990. De manière générale, c'est la disposition relative à la protection et à la promotion des droits des travailleurs migrants qui sont considérés comme dépourvus de documents ou en situation irrégulière (art. 5 b)) qui semble poser le plus de problèmes par rapport à la législation nationale en vigueur.

L'autorité nationale compétente (c'est-à-dire le Ministère du travail et des affaires sociales) travaille actuellement au rapport sur l'application des conventions de l'OIT et les obstacles à la ratification de ces instruments, qui doit être présenté à l'OIT en avril 1998. Sur la base des conclusions de ce rapport et compte tenu de la position adoptée par l'OIT, la République tchèque prendra une décision quant à la ratification des deux conventions de l'OIT susmentionnées.

-----